

Poutine et Fillon, conciliants, misent sur l'économie pour lier Union européenne et Russie

SOTCHI (AFP) - Vladimir Poutine et François Fillon ont fait assaut de formules conciliantes, samedi au bord de la mer Noire, pour souligner, alors que la crise géorgienne n'est pas achevée, la continuité du lien économique entre l'Europe et la Russie.



Le Premier ministre russe Vladimir Poutine (d) et François Fillon, le 20 septembre 2008 à Sochi (© AFP/Ria/Pool - Alexey Nikolsky)

A Sochi, à une trentaine de kilomètres de la région séparatiste géorgienne d'Abkhazie, le Premier ministre français, dont le pays préside actuellement l'Union européenne, a redit l'espoir de Paris d'une reprise en octobre du dialogue en vue d'un nouveau partenariat stratégique UE-Russie.

"C'est l'intérêt des deux parties de conclure cet accord", lui a répondu son homologue russe, après avoir insisté sur les perspectives de coopération économiques, alors que la vive croissance de l'économie russe génère d'immenses besoins.

Les Européens avaient décidé le 1er septembre, lors d'un sommet consacré à la Géorgie, de geler les pourparlers destinés à resserrer leurs liens politiques, économiques et énergétiques avec la Russie.

M. Poutine a assuré samedi que les relations économiques avec la France, en tout cas, n'avaient pas été affectées par le différend sur la Géorgie.

"Nous avons un bon nombre de projets en cours, il n'y a aucun projet gelé ou même repoussé. Tout se fait selon le calendrier prévu et nous nous sommes

mis d'accord pour intensifier encore notre coopération", a-t-il lancé.

M. Fillon, qui juge la présence économique française en Russie insuffisante, était arrivé en Russie accompagné d'un aréopage de grands patrons français: Patrick Kron (Alstom), Jean-Yves Le Gall (Arianespace), Christophe de Margerie (Total), Yves-Thibault de Silguy (Vinci), Jean-Paul Herteman (Safran), Olivier Barbaroux (Dalkia) et José Luis Duran (Carrefour).

Le projet le plus significatif signé samedi concerne l'achat par Arianespace à l'agence spatiale russe, Roskosmos, de dix lanceurs Soyuz destinés à compléter sa gamme. Premier lancement prévu en septembre 2009 à Kourou (Guyane française).

M. Fillon a également dit souhaiter "la présence de plus d'investisseurs russes en France", répondant à une préoccupation exprimée par M. Poutine.

Au total, a-t-il assuré, "la France et la Russie sont dans une situation d'interdépendance (et) il n'y a pas d'alternative à une relation forte fondée sur la coopération, sur la confiance, sur le dialogue et le respect du droit".

Sa déclaration contrastait nettement avec l'appel à l'unité des Européens lancé l'avant-veille par la chef de la diplomatie américaine, Condoleezza Rice, face à la politique selon elle "agressive" de Moscou.

La rencontre Poutine-Fillon était prévue de longue date, dans le cadre des séminaires gouvernementaux franco-russes annuels. Elle a été placée en suspens cet été, jusqu'à ce que le président français Nicolas Sarkozy ne décide de la maintenir, au lendemain de sa discussion avec son homologue Dmitri Medvedev le 8 septembre.

La Géorgie, a dit samedi M. Fillon, "nous en avons discuté avec beaucoup de franchise. C'est bien là la caractéristique d'une vraie relation d'amitié que d'être capable de parler ensemble des sujets sur lesquels nous avons des désaccords".

Vladimir Poutine a dit de son côté avoir "apprécié énormément la mission de médiation" de M. Sarkozy.

Le chef du gouvernement français a toutefois réitéré la condamnation par les Européens de la reconnaissance unilatérale de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie par Moscou le 26 août.

Son homologue russe, en retour, a rappelé la position de Moscou selon laquelle l'UE avait "ouvert la boîte de Pandore" en reconnaissant le Kosovo.